



Tous en grève pour une augmentation immédiate des salaires et des pensions et une protection sociale qui réponde aux attentes et aux besoins des salarié.e.s

Depuis des décennies, le niveau de vie des salarié.e.s, des privé.e.s d'emplois et retraité.e.s se dégrade. Les fins de mois deviennent une préoccupation grandissante d'une majorité de la population. En effet, l'écart se creuse entre la majorité de la population et les plus riches pour lesquels le gouvernement a des égards sans limites : suppression de l'ISF, baisse des cotisations sociales et crédits d'impôts (*CICE, etc.*)

La baisse des financements publics, combinée aux privatisations des services publics, accroît la fracture sociale et les inégalités entre les territoires, en laissant de plus en plus de citoyens sans services publics de proximité. Ce contexte politique qui « *tire* » toujours sur les plus précaires et les plus fragilisés au profit des plus riches amène une colère grandissante.

L'absence de réponses concrètes et immédiates du gouvernement et du patronat, leur refus d'ouvrir de véritables négociations, génèrent une légitime colère dans la population.

La CGT partage cette colère et porte, encore dans les derniers mois, la nécessité de répondre aux urgences sociales. La violence imposée par le grand patronat et les gouvernements successifs, à travers la précarisation et la paupérisation des salariés et des citoyens de notre pays, n'est ni physique, ni médiatique mais belle et bien présente au quotidien.

Tout l'enjeu pour notre organisation est que cette colère se transforme en un rapport de force conséquent qui permettra d'exiger et d'obtenir de réelles avancées sociales ; une société juste dans laquelle chacun.e a une place dans une vie digne.

En méprisant les organisations syndicales et en appelant à la disparition pure et simple des corps intermédiaires, le gouvernement méprise les salariés, les privés d'emplois, les retraités.

Pourtant, des salariés luttent et gagnent, chaque jour, sur leurs revendications dans les entreprises et dans les services publics.

Le samedi 1er décembre, journée nationale de lutte contre la précarité et pour l'emploi à l'appel de la CGT et d'associations, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de manifestants sur l'ensemble du territoire dont 15 000 à Paris pour exiger l'ouverture immédiate de la revalorisation du Smic et des minima de branches, l'arrêt du recours massif aux contrats précaires et une meilleure couverture par l'assurance chômage, en lieu et place des baisses programmées.

Dans ce cadre, la CGT :

- ✓ Exige le retrait du plan d'économies sur les allocations chômage de 10% en 3 ans.
- ✓ Exige que la réunion de la Commission Nationale de la Négociation Collective du 14 décembre sur le Smic et les minima de branches soit un véritable rendez-vous de négociations. La CGT adressera un courrier en ce sens au gouvernement qui doit annoncer une augmentation significative du Smic pour le porter à 1800 euros brut, la revalorisation des minima sociaux et des pensions tel que nous le revendiquons.
- ✓ Appelle à signer la pétition « *Nos besoins doivent être entendus, j'agis !* », pour les salaires, pensions, l'emploi, les retraites et la protection sociale.
- ✓ Invite l'ensemble des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des retraités, des lycéens, des étudiants à se réunir en assemblées générales, à débattre de cahiers revendicatifs et décider collectivement des modalités d'actions pour préparer les différentes mobilisations nécessaires à l'élévation du rapport de force.

C'est pourquoi elle appelle, d'ores et déjà, à une

Grande journée de manifestations et de grèves le 14 décembre sur l'ensemble du territoire

Fédération des Sociétés d'Etudes